

La côte et l'hinterland de l'Afrique orientale de 1800 à 1845

Ahmed Idha Salim

Les communautés côtières vers 1800

Au cours de la période étudiée, des changements et des événements très importants, provoqués en grande partie par l'avènement de l'hégémonie des Arabes omanais, se sont produits dans la situation politique et socio-économique des populations du littoral et de l'hinterland est-africains. Pour bien en apprécier la nature et l'étendue, il est nécessaire de voir quelle était la structure politico-économique de ces populations vers les années 1800.

Un des facteurs les plus remarquables sur le plan politique est la large autonomie dont jouissaient les communautés côtières sous l'autorité de leurs dirigeants locaux. Après avoir contribué à expulser les Portugais au sud du Rovuma en 1728, les Omanais n'installèrent pas immédiatement une véritable autorité omanaise sur la côte. Au début du XIX^e siècle, la présence omanaise n'était guère visible que dans trois grands centres : Mombasa, Zanzibar et Kilwa. Même à Mombasa, la famille omanaise des Mazrui était devenue suffisamment autonome pour braver ouvertement la dynastie des Busa'idi qui régnait à Mascate. Elle parvint à conserver cette autonomie avec l'aide des *shaykh* swahili des Ithnaashara Taifa [Douze Nations] qui étaient divisées en deux fédérations : les Thelaatha Taifa [Trois Nations] et les Tissa Taifa [Neuf Nations]. Les chefs de ces groupes swahili participèrent activement à l'administration de Mombasa. En 1857, c'est-à-dire vingt ans après la chute des Mazrui, Richard Francis Burton devait évoquer cette participation¹.

1. R. F. Burton, 1872, p. 40.

En 1799, un gouverneur omanais (*wālī*), parent du dirigeant (*imām*) de Mascate, fut nommé à Zanzibar pour succéder à un eunuque éthiopien et ancien esclave affranchi, du nom de Yākūt, qui possédait de vastes territoires à Oman. Au début, le chef local, le *mwenyi mkuu*, avec les insignes de son pouvoir (deux tambours et deux *siwa*, ou défenses d'éléphant), collabora avec le gouverneur omanais à l'administration de son peuple². Une de ses fonctions les plus importantes consistait à percevoir les impôts levés par les Omanais sur les autochtones hadimu et tumbatu, qui vivaient de l'agriculture, de la pêche et d'autres activités de la mer. Au fur et à mesure que Zanzibar devenait, selon le souhait des Omanais, le centre de décision et de développement économique du littoral est-africain, le *mwenyi mkuu* fut privé de plus en plus de son autorité politique, tandis que son peuple perdait de plus en plus de territoire au profit des colons omanais qui s'installaient progressivement sur les terres fertiles situées au nord et à l'est de la ville de Zanzibar.

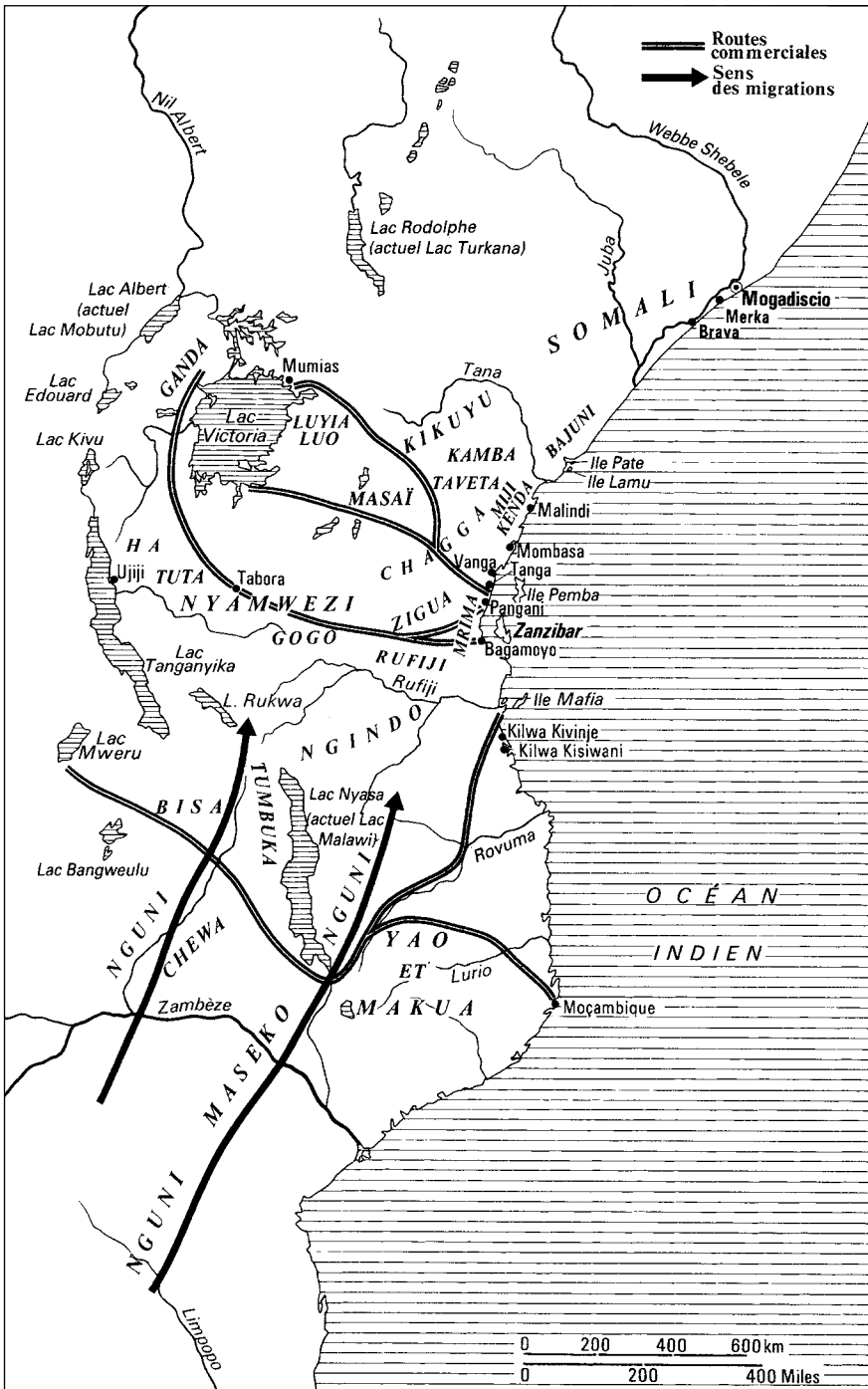
Quand, vers les années 1780, le frère de l'*imām* de Mascate essaya de se servir de Kilwa Kisiwani, alors dirigé par un sultan autochtone *shīrāzī*, comme base de départ d'une rébellion contre son frère, celui-ci décida, en 1785, d'organiser une expédition dans l'île où fut ensuite maintenue une petite garnison pour parer à toute nouvelle subversion. Cette présence omanaise dans l'île visait aussi à tirer un profit économique du commerce des esclaves que les Français y avaient déjà établi. Le sultan local continua pendant quelque temps encore de porter son titre et de bénéficier d'un cinquième des droits de douane. Il était aidé dans ses fonctions par les notables de l'île même et par ceux des villages de l'intérieur, jusqu'à un point aussi éloigné au sud que le cap Delgado, là où le sultan de Kilwa jouissait d'une vague suzeraineté³. Le déclin économique de Kilwa Kisiwani fut accéléré par la création sur le continent de la colonie de Kilwa Kivinje, qui commença à accaparer presque complètement le commerce des esclaves et de l'ivoire au début du XIX^e siècle.

Le reste de la côte est-africaine était, vers 1800, gouverné comme beaucoup des îles voisines par de grandes familles swahili. Dans l'archipel de Mafia et ses trois principaux villages — Kisimani, Chole et Kua —, plusieurs de ces familles, dont celle des Shatri, exerçaient un pouvoir réel. La sympathie de la population pour la résistance de Kilwa Kisiwani contre la domination des Omanais, au cours du dernier quart du XVIII^e siècle, n'a pas entraîné, comme ce fut le cas à Kilwa, l'installation d'une garnison.

De même, la côte entre Kilwa et Mombasa ne connaissait pas encore la présence des Omanais en 1800. C'était un type d'administration traditionnelle, exercée par des chefs locaux — *jumbe* ou *diwani* —, qui prédominait encore dans des agglomérations telles que Sadani, Pangani, Mtangata, Tanga, Vanga et Vumba Kuu. C'était le *jumbe* ou le *diwani* qui, arborant les insignes de son pouvoir — les *siwa* (cornes), les tambours et l'ombrelle —,

2. J. M. Gray, 1962, p. 160, rappelle que des observateurs américains mentionnent la présence du « roi » et des « princes » de Zanzibar aux côtés du gouverneur omanais.

3. E. A. Alpers, 1975, p. 190-191.



9.1. La côte et l'hinterland : peuples et principales routes commerciales, 1800-1850 (d'après A. I. Salim).

exerçait les fonctions qui s'attachaient à son office : règlement de différends, jugements, imposition d'amendes, avec l'aide de ses subordonnés, le *shaha*, le *mwenyi mkuu* et l'*amiri*, qui appartenaient aux clans locaux importants. Les procédures administratives et judiciaires reposaient sur un mélange de droit coutumier et de droit islamique.

Dans la zone côtière comprise entre Kilwa et Mombasa, la plus grosse agglomération était Vumba Kuu, entre Vanga et Gasi, sur la côte sud de l'actuel Kenya. C'est là que se forma le diwanat de Vumba Kuu, dont la population, les Vumba, se composait d'un mélange d'éléments *shīrāzī*, africains et arabes sharifites. Ses dirigeants avaient adopté le titre de *diwani* (du persan *divan*, « conseil »). Depuis 1700 environ y régnait la dynastie des Ba-^cAlawi, fondée par Sayyid Abū Bakr ibn *Shaykh* al-Masila Ba-^cAlawī, originaire de l'Hadramawt (Hadramaout), qui s'était maintenue grâce à des mariages avec des familles autochtones. Les cérémonies d'investiture des Vumba comprenaient un rituel islamique et un rituel africain non islamique. Les insignes du pouvoir du *diwani* étaient les *siwa*, l'ombrelle, les sandales de bois et le turban. Là aussi, les principales fonctions du *diwani* étaient d'ordre judiciaire — règlement de différends selon un système syncrétique de droit islamique et de droit coutumier. Il était aussi aidé, pour diriger les affaires de l'État, de notables — *shaha*, *waziri*, *mwenyi mkuu* et *amiri* — choisis dans les clans importants. Alors que le pouvoir du *diwani* s'étendait sur un territoire assez vaste, celui du *jumbe* ne dépassait pas le village ou une partie du village. L'origine sharifite du *diwani* a laissé des traces dans la religion, tout comme la dynastie des Ba-^cAlawi a joué un rôle de premier plan dans la propagation de l'islam parmi les Digo et les Segeju ; car, dans les deux cas, les dirigeants pratiquaient la médecine religieuse, basée sur l'usage de fétiches, d'amulettes, etc., dans l'exécution de leurs fonctions⁴.

Au nord de Mombasa, Malindi avait considérablement décliné depuis l'occupation portugaise, en particulier après le départ de la famille dirigeante pour Mombasa vers les années 1590. Sa situation ne devait pas s'améliorer au cours de la période étudiée. Krapf, qui l'a visitée en 1848, l'a décrite comme vivant dans la peur d'être envahie par les Oromo (Galla)⁵. C'est Sayyid Sa'īd qui devait lui rendre la vie en favorisant l'implantation d'une colonie omanaise qu'il fit protéger par une garnison. Cette colonie devait faire de Malindi, au cours des années 1870, l'un des exemples les plus remarquables de développement agricole.

Au nord de Malindi, les seules agglomérations de quelque importance se trouvaient dans l'archipel de Lamu, la plus florissante au début du siècle étant Pate. Elle était gouvernée par les Nabhāni, qui possédaient eux aussi, comme principal attribut de leur pouvoir, les élégantes *siwa* d'ivoire. En 1800, toutefois, la ville avait perdu la prospérité et la puissance qu'elle

4. A. I. Salim, 1973, p. 29-30 ; voir par ailleurs l'étude détaillée de W. F. McKay, 1975.

5. J. L. Krapf, 1860, p. 152.

avait connues au cours des XVII^e et XVIII^e siècles⁶. Des conflits internes de succession, des rivalités avec l'île voisine de Lamu et le soutien des Mazrui de Mombasa dans leurs ambitions devaient accentuer encore son déclin et préparer sa mise en tutelle par les Busa'idi de Zanzibar.

À Lamu, des rivalités de factions et des jalousies intestines encouragèrent l'ingérence extérieure dans les affaires de la ville. La proximité de Lamu et de Pate et les relations entre les familles des deux villes aboutirent à l'immixtion de la première dans les affaires de la seconde. Au début du siècle, Nabhāni Pate considérait encore, malgré son déclin économique, que Lamu lui était subordonnée, alors que les grandes familles de Lamu ne l'entendaient pas ainsi. C'est cette relation difficile qui les amena dans la querelle plus vaste qui opposa les Mazrui de Mombasa et les Busa'idi à prendre parti pour des camps opposés. Comme on le verra plus tard, cette querelle se terminera par la mainmise de Zanzibar sur les deux villes. Quant à l'autre agglomération de l'île de Pate, Siyu, c'est grâce à l'esprit d'indépendance de son chef, Bwana Mataka, qu'elle réussit à conserver son indépendance au-delà de la période étudiée.

Les terres situées juste en face de l'archipel de Lamu, au sud des régions habitées par les Somali, furent colonisées par le peuple bajuni, qui ne reconnaissait d'autre autorité que celle de ses propres chefs et n'a jamais vraiment subi la domination de Zanzibar, même après la période considérée. Ses activités économiques étaient essentiellement maritimes. La pêche, la fabrication de poteaux en bois de palétuvier, le ramassage et la vente de coquillages, de carapaces de tortues et d'ambre gris venaient compléter le commerce du bétail qu'il entretenait avec ses voisins somali et oromo⁷. Quand, par la suite, la traite des esclaves se développa sur la côte, les Bajuni y participèrent en expédiant des esclaves vers les ports tout proches du Benadir.

Au cours de la période étudiée, la côte du Benadir a joui d'une large autonomie et compté des centres tels que Mogadiscio, Merka, Brava (Barawa) et Warsheikh, gouvernés par des *shaykh* somali locaux qui acceptaient volontiers que des Arabes et des Indiens commercent avec la population. Toutefois, après l'installation du sultanat d'Oman à Zanzibar, les ports du Benadir conservèrent une grande autonomie politique⁸. Ce n'est qu'en 1842 que Sayyid Sa'īd nomma un représentant à Mogadiscio, à la demande des chefs somali qui préféraient développer les liens économiques avec lui et bénéficier, dans une certaine mesure, de sa protection contre les incursions des pillards dans l'hinterland somali plutôt que de se soumettre à Zanzibar. C'était une relation satisfaisante pour les deux parties, Sa'īd demandant simplement à son représentant à Mogadiscio de surveiller les mouvements commerciaux et de contrôler la perception des impôts⁹. C'est dire que ses ambitions étaient d'ordre économique et non politique.

6. Voir W. Hichens (dir. publ.), 1939; J. de Vere Allen (dir. publ.), 1977, pour plus de détails.

7. J. L. Krapf, 1860, p. 114.

8. Voir C. Guillain, 1856, vol. 2, p. 527-530.

9. *Ibid.*

Le sultanat d'Oman

L'expansion et le développement du sultanat d'Oman, sur le littoral de l'Afrique orientale furent le résultat des ambitions essentiellement économiques de Sayyid Saʿīd qui, à juste titre, se considérait avant tout comme un prince marchand. Certains événements politico-économiques survenus à Oman même et à l'extérieur, sur la côte est-africaine, y contribuèrent également. En effet, Oman connut une période de grande prospérité à la fin du XVIII^e siècle. Naviguant sous pavillon neutre, les Omanais avaient mis à profit les guerres napoléoniennes pour accaparer une bonne partie du transport maritime dans l'océan Indien, ce qui d'ailleurs provoqua les récriminations des marchands britanniques qui se plaignirent d'être supplantés par la marine marchande d'Oman. Vers 1800, le sultan ibn Aḥmad signa des accords commerciaux qui lui permirent d'établir des contacts lucratifs avec un grand nombre de régions côtières de l'océan Indien — Éthiopie, Shirāz, Sind et Batavia (Djakarta) —, tandis que ses représentants sur la côte est-africaine lui envoyaient des sommes évaluées à 40 000 dollars Marie-Thérèse par an en 1802¹⁰.

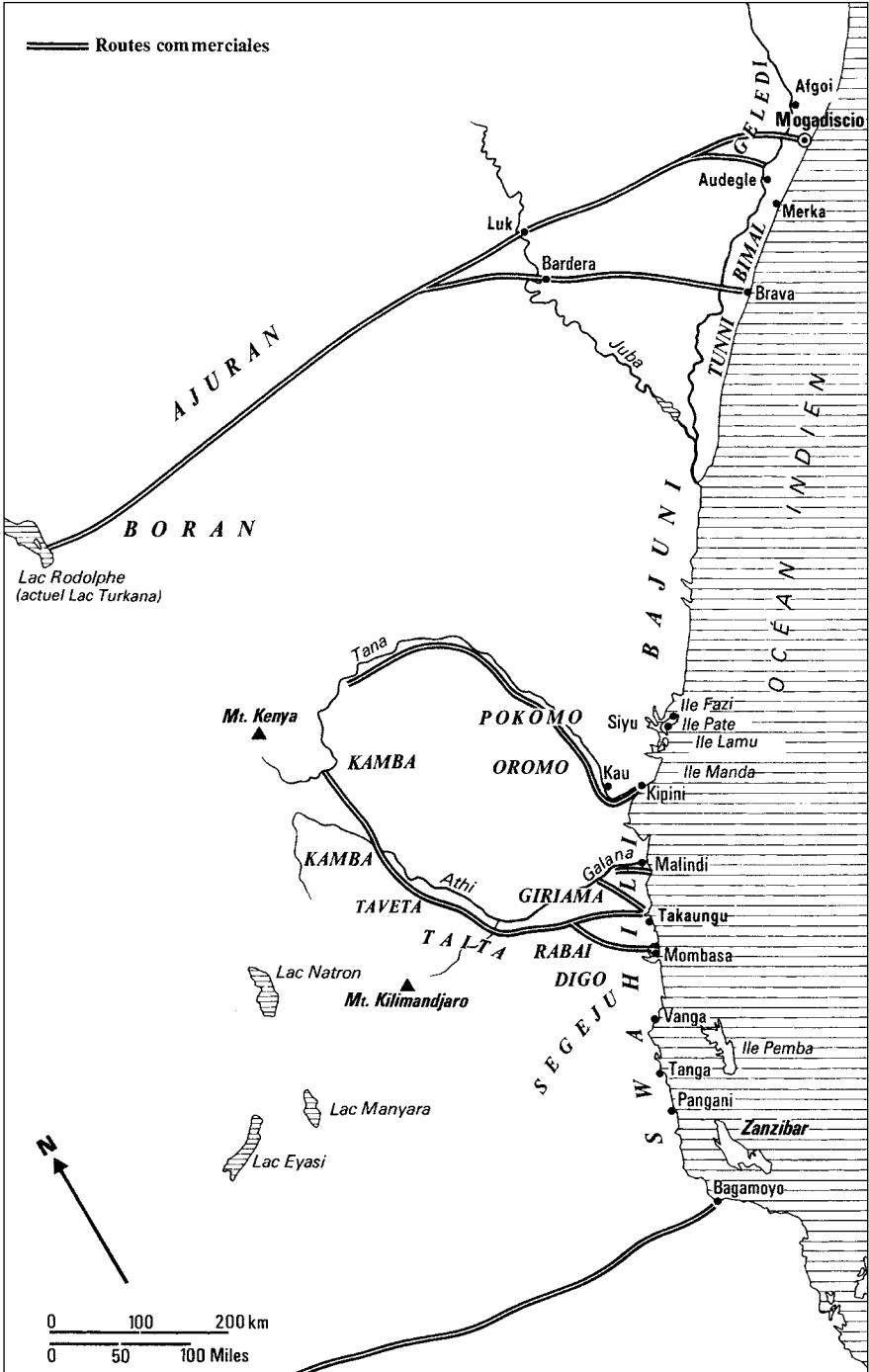
Quand Saʿīd ibn Sultan succéda à son père comme *imām* en 1806, il eut la sagesse de poursuivre sa politique de neutralité envers la Grande-Bretagne et la France. En 1807, il signa un traité commercial avec l'île de France (actuelle île Maurice). La Grande-Bretagne, consciente de l'importance stratégique de Mascate, se sentit obligée d'accepter cette neutralité et aida Saʿīd à faire régner l'ordre dans son pays, en l'épaulant dans sa lutte contre les éléments perturbateurs tels que les Gawassim et les Wahhabites. La stabilité intérieure donna à Saʿīd le temps de se tourner avec plus de confiance vers la côte de l'Afrique de l'Est.

Les raisons qui l'amènèrent à s'intéresser au littoral étaient d'ordre politique et économique. Pénétré de l'importance du potentiel économique de la côte, il souhaitait aussi faire tourner politiquement à son avantage les querelles dynastiques locales et contrecarrer les visées expansionnistes des Européens sur la région. C'est la crainte de voir les Français réussir à élargir leur zone d'influence qui poussa les Omanais à installer un gouverneur à Kilwa en 1785. En 1801, Pate avait invité les Britanniques à construire un fort pour la protéger des visées françaises, leur promettant en échange la moitié de la production de l'île¹¹. Cet événement, suivi de rapports relatant le passage de navires britanniques dans l'île, a peut-être convaincu Saʿīd de la nécessité d'affirmer sa présence et son influence sur la côte.

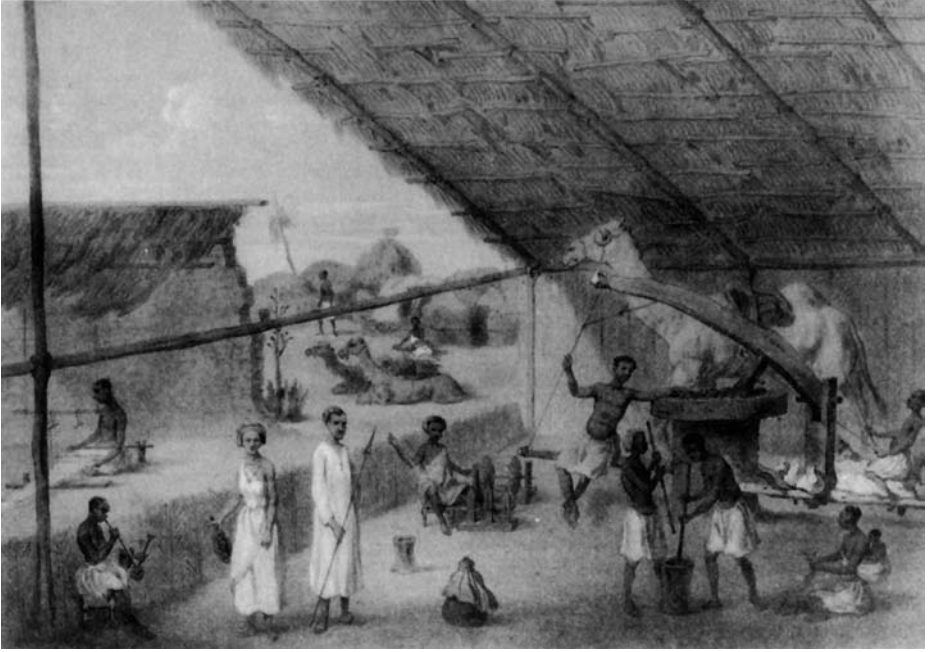
Les entreprises politiques et militaires qui furent menées par la suite sont mieux connues. Saʿīd décida de s'immiscer dans les conflits politiques

10. C. S. Nicholls, 1971, p. 99. Cet ouvrage a été particulièrement utile pour retracer l'ascension de la puissance omanaise sur la côte est de l'Afrique.

11. *Ibid.*, p. 120-121. Le Conseil britannique de Bombay avait envoyé le commandant T. Smee s'informer des possibilités économiques de l'Afrique orientale.



9.2. La côte septentrionale et l'hinterland : routes commerciales, 1850 (d'après A. I. Salim).



9.3. *Extraction au presseur de l'huile de sésame à Mogadiscio, 1847.*

[Source : E. Cerulli, *Somalia, scritti vari editi ed inediti*, Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato, Rome, 1975, vol. 1, pl. XI. © Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

swahili, en particulier ceux dans lesquels les Mazrui étaient impliqués. En effet, la crise de succession qui avait éclaté à Pate avait amené les Mazrui à intervenir. En 1811, un sultan qui leur était dévoué gouvernait Pate, pendant que les Mazrui retenaient son rival en otage à Mombasa et que ses partisans trouvaient refuge à Lamu. Les conditions étaient réunies pour un affrontement entre Lamu et Pate, soutenue par les Mazrui. C'est au cours des années 1812-1813 qu'eut lieu l'une des plus célèbres batailles de l'histoire swahili, celle de Shela, au cours de laquelle des forces regroupant des soldats de Pate et des Mazrui débarquèrent au village de Shela, dans l'île de Lamu, avec l'intention de mettre cette île au pas. Les envahisseurs subirent une défaite totale, et l'espoir que nourrissait Pate de placer Lamu sous son joug fut définitivement anéanti.

La peur des représailles poussa Lamu à demander aide et protection à Saïd. Celui-ci les lui accorda, en plaçant dans l'île un gouverneur busaïdi et en y stationnant une garnison non seulement pour parer aux menaces de Pate et des Mazrui, mais aussi pour empêcher ces derniers d'étendre davantage leur influence et essayer ainsi de freiner l'influence busaïdi naissante; les Mazrui régnaient alors à Mombasa et contrôlaient Pemba et Pate, alors que les Busaïdi n'avaient que Zanzibar et Kilwa.

Resté jusqu'alors sur la défensive, Saïd décida de passer à l'offensive pour réduire l'influence et le pouvoir des Mazrui et, par conséquent, affirmer les siens. Il s'arrangea pour créer à Pate une faction dont le chef devint sultan à la mort du précédent, qui était pro-Mazrui. Lorsque ce sultan pro-Busaïdi mourut à son tour en 1822, Saïd et le gouverneur qu'il avait nommé à Lamu combattirent les Mazrui et leur nouveau candidat, Fumoluti. Ils réussirent à installer un sultan favorable aux Busaïdi et laissèrent à Pate une garnison pour protéger leurs intérêts dans l'île. Par conséquent, en 1822, Saïd avait réussi à renverser la situation politique à son profit dans les deux points qui étaient, à l'époque, les plus importants de l'archipel de Lamu : Lamu et Pate. La même année, il défait les Mazrui à Pemba. À la demande d'une faction de Pemba hostile aux Mazrui qui avait envoyé deux représentants à Mascate pour solliciter son appui, les Busaïdi profitèrent de l'absence du gouverneur mazrui à Mombasa pour s'emparer de Pemba en 1823. Les Mazrui ne parvinrent pas à reconquérir l'île.

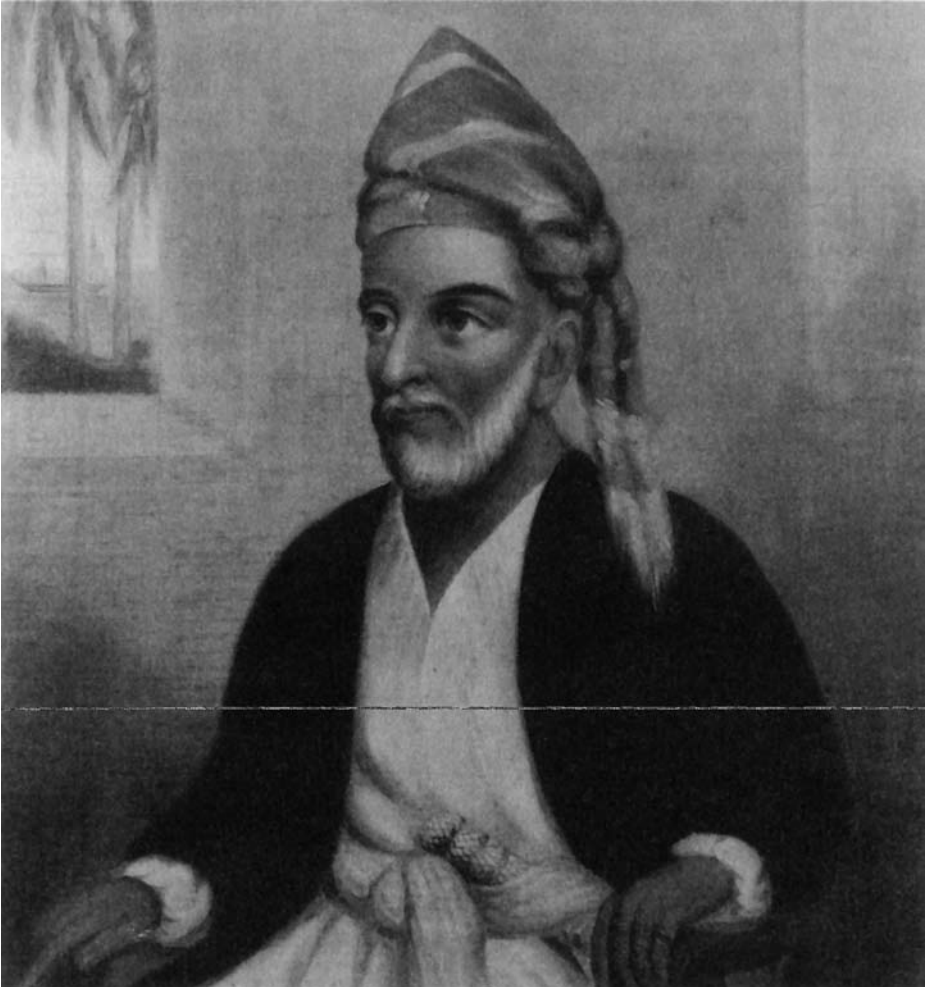
En l'espace de dix ans, ayant tourné ses regards vers la côte swahili, Saïd s'y était assuré, pour lui et ses successeurs, une position dominante ; de sorte que ses anciens rivaux, les Mazrui, se sentirent extrêmement vulnérables. C'est ce qui les amena à traiter avec un officier de la marine britannique, Owen, qui déclara, en 1824, l'établissement d'un protectorat britannique à Mombasa.

La réaction du gouvernement britannique devant l'initiative d'Owen fut quelque peu ambiguë. En effet, s'il ne désavoua pas la déclaration de protectorat, il ne l'accueillit pas non plus avec enthousiasme : les relations entre Oman et la Grande-Bretagne ne l'y inclinaient pas en tout état de cause. Owen avait espéré et cru que Mombasa pourrait servir de base dans la lutte contre le trafic des esclaves, alors que la Grande-Bretagne désirait, de son côté, le réduire par l'intermédiaire de Saïd et avait signé à cet effet avec lui le traité de Moresby en 1822. L'appui qu'apportait maintenant Owen à ses rivaux, les Mazrui, plaçait les Britanniques dans une situation diplomatique délicate.

Le protectorat devait être éphémère. Il prit fin en 1826 non seulement parce que le gouvernement britannique décida finalement que c'était avec Saïd qu'il fallait travailler, mais aussi parce que les Mazrui eux-mêmes étaient déçus. Ils n'appréciaient pas l'ingérence des officiers britanniques dans leurs affaires, et n'étaient pas non plus très heureux de devoir partager avec eux les droits de douane et d'être obligés de limiter leurs importations d'esclaves. Et, bien entendu, les Britanniques n'avaient rien fait pour les aider à reconquérir leurs possessions perdues.

Bien que le protectorat eût pris fin en 1826, ce n'est que dix ans plus tard que Saïd réussit à soumettre les Mazrui. En 1828, des soldats des Busaïdi parvinrent à occuper Fort Jesus ; mais, après quelques mois, la garnison de Saïd fut assiégée et obligée de se retirer. Deux autres expéditions — en 1829 et 1833 — échouèrent, en grande partie à cause du soutien accordé aux Mazrui par les deux groupes swahili des Trois et des Neuf Nations. Saïd parvint finalement à ses fins dans les mêmes conditions qu'à Pate et à Pemba, c'est-à-dire quand des dissensions internes éclatèrent. Deux

factions se créèrent parmi les Mazrui. Le populaire et habile Salīm ibn Ahmad mourut en 1835. Son successeur s'aliéna la sympathie des *shaykh* des Trois Nations, et l'intervention de Sa'īd fut de nouveau sollicitée par un groupe de mécontents. Cette fois, son expédition (en 1837) ne rencontra aucune opposition. Les Mazrui se rendirent et Sa'īd s'empara de l'objet même de sa convoitise: Mombasa. Comme ailleurs, la reconnaissance de la suzeraineté des Busa'īdi s'accompagna d'une assez large autonomie. Ainsi, à Mombasa, le gouverneur de Sa'īd partagea la responsabilité de l'administration avec les *shaykh* des Trois et des Neuf Nations.



9.4. Sa'īd ibn Sultan, sultan de Zanzibar (1804-1856).

[Source: N. R. Bennet et G. E. Brooks (dir. publ.), *New England merchants in Africa: a history through documents*, 1802-1865, Boston, Boston University Press, 1965. © Peabody Museum of Salem. Photo: Mark Sexton.]

Les relations commerciales entre la côte et l'hinterland

Au moment où Mombasa tomba entre ses mains, Saïd semblait déjà décidé à transférer sa capitale d'Oman à Zanzibar. Ce devait être, à bien des égards, une décision capitale pour lui et pour la côte dans son ensemble. Jouissant, en effet, d'un excellent port et d'un sol extrêmement fertile, Zanzibar se trouvait également bien placé sur le plan stratégique puisqu'elle faisait face à la côte des Mrima, qui était devenue le principal débouché pour les marchandises les plus importantes provenant de l'hinterland, c'est-à-dire l'ivoire et les esclaves. Ce commerce lucratif avait permis au sultan de remplir ses coffres, avant même qu'il ne décidât de faire de Zanzibar sa capitale. Son *wālī* [gouverneur] avait déjà commencé à assurer la prééminence de l'île en obligeant tous les marchands à ne traiter qu'avec elle, sans passer par les Mrima¹².

« Zanzibar éclipsa bientôt toutes les autres villes côtières par son développement économique et politique. En peu de temps, Sayyid Saïd en avait fait, grâce à son sens aigu des affaires, sa prévoyance et son attitude libérale, le plus grand entrepôt de la côte occidentale de l'océan Indien. Elle était devenue aussi le marché le plus important de la côte est-africaine en ce qui concerne l'ivoire, les esclaves, les clous de girofle, le copal, les coquillages et les produits agricoles, ainsi que le plus grand importateur de biens manufacturés d'Inde, d'Amérique et d'Europe comme les cotonnades, les perles, le fil de fer, les chaînes, les mousquets, la poudre, la porcelaine, la poterie, la verrerie, les couteaux et les haches. La signature d'accords commerciaux et consulaires avec l'Amérique (1837), la Grande-Bretagne (1839), la France (1844) et, plus tard, quelques États allemands apporta au sultan une reconnaissance internationale qui vint encore consolider sa position¹³. » De tous les objets de commerce mentionnés ci-dessus, l'ivoire et les esclaves furent les plus lucratifs pour le sultanat d'Oman, grâce à la poussée de la demande extérieure et, dans le cas des esclaves, de la demande locale. Au cours des trois ou quatre premières décennies du XIX^e siècle, l'expédition de l'ivoire et des esclaves à destination de la côte empruntait les réseaux commerciaux établis avec celle-ci par les peuples de l'hinterland et en particulier les Yao. Alpers¹⁴ souligne l'importance que revêtait l'ivoire dans le commerce de Zanzibar au début du siècle. Il était prédominant dans le commerce de longue distance de l'Afrique orientale et centrale, et constituait l'occupation essentielle de la plupart des Yao. Attirés par les prix élevés de l'ivoire à Zanzibar, c'est vers cette côte, dont le principal débouché était Kilwa Kivinje, que les Yao expédiaient leur ivoire, de préférence à destination de la côte mozambicaine.

Il faut distinguer Kilwa Kisiwani, la ville située sur l'île du même nom, de Kilwa Kivinje, qu'utilisaient alors les Yao pour leur commerce de l'ivoire.

12. *Ibid.*, p. 80-81.

13. A. I. Salim, 1973, p. 15-16.

14. E. A. Alpers, 1973, p. 175-185.

Kilwa Kisiwani avait perdu beaucoup de sa puissance au cours des années 1830, à la suite de dissensions internes et d'un milieu hostile. En revanche, le village de Kilwa Kivinje, situé sur le continent à 27 kilomètres au nord, était devenu le principal centre de négoce. Dès 1819, un gouverneur omanais y avait été nommé pour stimuler et exploiter le commerce. Alpers considère l'ascension de Kilwa Kivinje comme le symbole de l'intégration économique de la côte et de l'hinterland. L'essor et la prospérité de la ville, déclare-t-il, sont autant dus au dynamisme de Zanzibar et à son activité commerciale qu'au désir des peuples de l'intérieur d'y faire transiter leurs marchandises : « Kilwa Kivinje doit principalement la place importante qu'elle occupe dans le commerce de l'Afrique orientale aux initiatives de gens de l'intérieur comme Mwinyi Mkwinda, l'aventurier yao masaniga qui s'y est installé à la fin du XVIII^e siècle¹⁵. »

Ce sont donc des Africains qui ont lancé le commerce caravanier entre la côte et l'hinterland. Les Bisa s'occupèrent, comme les Yao, des transports entre la région du lac Nyasa et la côte. D'après Alpers, la concurrence entre les Yao et les Bisa était si vive que les premiers durent se spécialiser dans le trafic des esclaves pour survivre, les Bisa diminuant le prix de l'ivoire pour mieux le vendre à Kilwa. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le commerce de l'ivoire était probablement aussi important, sinon plus, que celui des esclaves. Les Bisa comme les Yao amenaient l'ivoire et les esclaves à Kilwa, d'où ils étaient expédiés vers Zanzibar. En 1850, Kilwa Kivinje était devenue la plus importante ville de la côte entre le Mozambique et Zanzibar, et le centre d'exportation non seulement de l'ivoire et des esclaves, mais aussi d'autres produits comme le riz, le copal, le tabac, etc. Cependant, c'est surtout des deux premiers que la ville tenait à l'époque son intérêt économique.

Les esclaves appartenaient à des peuples de l'intérieur, tels que les Yao, les Bisa, les Makua et les Ngindu, qui, souvent, étaient eux-mêmes des trafiquants d'esclaves. La capture de la plupart de ces esclaves se faisait à l'occasion de guerres ou d'incursions qui n'étaient pas nécessairement menées dans ce but. Les prisonniers étaient par la suite échangés contre des marchandises en provenance de la côte, comme les tissus par exemple. Les peuples de l'intérieur en conservaient pour leur usage personnel, et il arrivait qu'un esclave changeât plusieurs fois de maître avant d'atteindre la côte¹⁶. D'après Alpers, les esclaves voyageaient ainsi par groupes jusqu'à la côte, ou jusqu'à l'un des centres caravaniers de l'intérieur d'un chef yao, comme Mponda, Makanjila et Mataka, d'où ils partaient, une fois rassemblés, vers la côte.

Dans la région du lac Nyasa, le commerce était aux mains des Yao, des Bisa et autres groupes, alors que plus au nord il était pratiqué par les Nyamwezi, les Kamba (Akamba) et les Miji Kenda. Les marchandises étrangères avaient pénétré à l'intérieur de la Tanzanie dès le XVIII^e siècle, du fait des

15. *Ibid.*, p. 236.

16. *Ibid.*, p. 240-241.

échanges régionaux. Ce phénomène favorisa la chasse à l'éléphant, dont l'ivoire était troqué contre ces marchandises étrangères. Traversant l'Ugogo, les Sumbwa et les Nyamwezi établirent donc des contacts avec la côte vers 1800¹⁷. Ces contacts aboutirent à la mise en place d'un réseau commercial entre l'Unyamwezi et la côte, et à l'ouverture de nouvelles routes caravanières entre la côte et l'hinterland.

C'est en 1824 que la première caravane non africaine atteignit l'Unyamwezi. En 1831, Lief bin Sa'ïd, qui était mi-arabe et mi-nyamwezi, se rendit jusqu'au lac Tanganyika; il envoya sa propre caravane vers l'intérieur des terres en 1837. En 1841, une caravane arabe rejoignit Kazembe après avoir traversé le lac Tanganyika. À la fin de la période étudiée — 1845 —, des négociants de la côte étaient parvenus jusqu'au Buganda, où le *kabaka* leur fit bon accueil pour des raisons non seulement commerciales, mais aussi militaires; car les fusils qu'il pourrait leur acheter lui seraient utiles dans les conflits avec ses voisins. Cette poussée vers l'intérieur était principalement motivée par la hausse du prix de l'ivoire et des esclaves¹⁸.

Plus au nord, l'augmentation de la demande d'ivoire et d'autres produits de la côte suscita l'essor du commerce régional des Miji Kenda avec les Kamba, au début du XIX^e siècle. À cette époque, les Miji Kenda avaient déjà mis en place un réseau d'échanges avec les Swahili, les Watta, les Vanga et les Oromo sur les marchés frontaliers. Sur le continent, au marché digo de Mtawe, au sud de Mombasa, les Digo échangeaient avec les Swahili du sorgho, du sésame, des noix de coco et d'autres produits contre des vêtements, du poisson, du fil de fer et des perles. Les Shambaa leur fournissaient du tabac qu'ils revendaient aux Giriama. Vers les années 1830-1840, des caravanes composées de Vumba et de Digo, parties de Vanga, atteignirent Taveta, Chagga, Samburu et même, par la suite, le lac Victoria.

Les Giriama mirent en place leur propre système d'échanges, pénétrant progressivement dans l'intérieur des terres avec les Kamba, à la fin du XVIII^e siècle. Ils étaient devenus, avant même cette période, les principaux fournisseurs de la côte en ivoire, qu'ils se procuraient au moyen de la chasse et du troc avec les Watta et les Oromo. L'essor de la demande de ce produit et le début du tarissement des sources locales d'approvisionnement, vers la fin du XVIII^e siècle, incitèrent les Giriama à se tourner vers l'intérieur et à organiser, pour la première fois, des caravanes en direction du Kitui, où résidaient les Kamba. Les Rabai leur servaient d'intermédiaires dans leurs échanges avec les Swahili. Ils monopolisèrent pratiquement le commerce caravanier avec les Kamba jusque vers les années 1830, lorsque ces derniers commencèrent à les supplanter avec leurs propres caravanes.

17. J. Iliffe, 1979, p. 41.

18. *Ibid.*, p. 42, note qu'à Surat (côte occidentale de l'Inde) les prix de l'ivoire doublèrent entre 1804 et 1808; à Zanzibar, ils sextuplèrent entre les années 1820 et les années 1890.

Les effets socio-économiques de l'essor commercial

L'expansion des Kamba qui se produisit au début du XIX^e siècle, à partir des hautes terres fertiles du Mbooni vers des terres plus basses et moins fertiles comme celles du Kitui, les avait contraints à un effort d'adaptation socio-économique. Pour survivre dans les zones moins fertiles, ils durent pratiquer la chasse, l'élevage et le troc. C'est alors qu'apparut la pratique connue sous le nom de *kuthuuu* [recherche de nourriture], qui les amena inévitablement à faire du troc avec les peuples voisins, tels que les Kikuyu, les Embu et les Masai. Avec l'arrivée des Giriama, le réseau commercial des Kamba dans la région s'étendit jusqu'à la côte. Vers les années 1820, les Kamba mirent sur pied leurs propres caravanes en direction de la côte, qui regroupèrent de plus en plus de gens à mesure que s'affirmèrent les possibilités commerciales. Dans le nord de l'hinterland est-africain, leurs caravanes dominèrent le commerce caravanier pendant les années 1830, 1840 et 1850, après quoi — comme cela s'était produit dans l'hinterland méridional (Tanganyika) — elles furent supplantées par les caravanes arabes et swahili, plus importantes et mieux armées, qui pénétrèrent résolument à l'intérieur des terres à partir de la fin des années 1850. Ces relations commerciales entre la côte et l'hinterland devaient avoir des répercussions capitales. Elles eurent, par exemple, pour effet de perturber l'habitat traditionnel des Miji Kenda, qui vivaient dans des villages fermés ou fortifiés, les *kaya*. Après 1830, désireux de tenter leur chance dans le négoce, de nombreux Digo, Giriama, Rabai et Duruma quittèrent leurs *kaya* pour s'établir dans les zones environnantes.

Cette dispersion, causée par la recherche d'activités commerciales et de meilleurs pâturages, contribua non seulement à désorganiser la vie collective dans les *kaya*, mais également à saper l'autorité des anciens. La vie s'ordonna autour d'unités plus restreintes — subdivision de clan ou lignage. La distinction selon le groupe d'âge disparut aussi, le phénomène de dispersion rendant de plus en plus problématique l'organisation de cérémonies d'initiation dans les *kaya*. On vit apparaître chez les Miji Kenda et les Kamba de riches individus qui se servaient de la fortune acquise dans le commerce pour se constituer une clientèle et acquérir de l'influence.

Nous avons l'exemple d'un Giriama du nom de Ngonyo qui, à l'instar de son père, entretint des relations commerciales avec les Swahili, les Oromo, les Watta et les Kamba, et fit construire un important village rassemblant les éléments disparates qui constituaient sa clientèle; ce qui lui permit, ultérieurement, de se faire reconnaître comme chef par les Britanniques. Autre exemple: celui du chef digo Mwakikonge, qui parvint à acquérir le monopole du commerce avec les Vumba et mit à profit les richesses ainsi obtenues pour nouer des alliances personnelles, se constituer une clientèle et même une cour à Dzombo, adoptant le titre de *kubo*.

Les Kamba comptaient également des personnages importants (*andu anene*), dont le pouvoir et l'influence s'appuyaient sur une fortune acquise par le commerce. L'exemple le plus notable est celui de Kivui Mwenda, qui bâtit

sa puissance sur le commerce caravanier entre la côte et le pays kamba, dans les années 1820 et 1830¹⁹. La taille des caravanes s'accrut à mesure que le commerce se développait. Celles de Kivui comptaient quelque 300 hommes. Son réseau d'alliés englobait les Kitui Kamba, les Embu et les Miji Kenda, et s'étendait jusqu'à Mombasa, dont le gouverneur était un de ses partenaires commerciaux.

Au nord, au-delà de la côte occupée par les Swahili et les Miji Kenda, il existait déjà, semble-t-il, lors des premières décennies du XIX^e siècle, un réseau comparable de relations commerciales entre l'hinterland et la côte qui était solidement établi. Au tout début du siècle, Lamu, en supplantant Pate, était devenue le port de commerce le plus important de l'archipel de Lamu. À cette époque, les habitants de Lamu avaient déjà mis en place sur le continent un véritable système de plantation, connu sous le nom de « système konde »²⁰. À la même époque, des négociants de l'archipel s'aventurèrent dans l'intérieur, à partir de centres tels que Kau et Kipini sur la rivière Ozi, jusqu'à la rivière Tana, pour échanger avec les Pokomo et les Oromo du bétail, de l'ivoire et des produits agricoles.

Un important réseau commercial reliait les villes du Benadir sur la côte somali — Brava, Merka et Mogadiscio — avec l'intérieur. Au cours du XIX^e siècle, les ports du Benadir établirent des contacts avec des centres du sud de l'Éthiopie et du nord de l'actuel Kenya, jusqu'au lac Rodolphe (actuel lac Turkana). Luk (Lugh) et Bardera, sur le Juba, constituaient les centres névralgiques de cet important réseau de routes caravanières. Les négociants somali et boran apportaient dans ces villes de l'ivoire, du bétail et, occasionnellement, des esclaves qui étaient ensuite envoyés vers les marchés proches de la côte, tels qu'Afgoi, à proximité de Mogadiscio et d'Audegle, près de Merka, pour atteindre enfin les ports du Benadir. D'autres groupes somali, tels que les Bimal, les Geledi et les Tunni, approvisionnaient les ports en produits agricoles provenant de la vallée fertile du Webbe Shebele, et servaient également d'agents aux négociants somali dans l'hinterland.

Ces relations commerciales, fondées sur le réseau caravanier qui reliait chaque portion de la côte est-africaine à son arrière-pays, devaient exercer progressivement des effets socioculturels; ce phénomène, déjà décelable à la fin de la période étudiée (1845), devait se développer plus sensiblement au cours de la seconde moitié du siècle. On a déjà évoqué la montée de l'individualisme et l'émergence d'un petit nombre d'individus qui amassaient richesses (fût-ce de façon éphémère), influence et prestige en dehors du cadre social traditionnel. Bien plus répandue encore était la pratique consistant à prendre des épouses étrangères. Ce phénomène devint perceptible, par exemple, chez les Digo et les Rabai au cours du XIX^e siècle, par suite de leurs relations commerciales. Ainsi, des liens fondés sur la fraternité de sang se créèrent entre les Miji Kenda, les Oromo, les Kamba et les Swahili.

19. Pour de plus amples détails, voir R. Cummings, 1975; au sujet des Miji Kenda, consulter T. Spear, 1974.

20. Voir M. Ylvisaker, 1975 et 1983.

Par ailleurs, les interactions entre ces groupes, dans l'est du Kenya, favorisèrent l'adoption de nouvelles pratiques rituelles; au cours du XIX^e siècle « de nouvelles méthodes de divination, d'action sur les pluies et de possession spirituelle se répandirent dans l'est du Kenya, les pratiques culturelles individuelles se mêlant à des schémas régionaux²¹ ».

La dynamique des changements socio-économiques entraîna des transformations culturelles dans les villes côtières et chez certains groupes de l'intérieur. Le développement du commerce caravanier s'accompagna d'une croissance et d'une diversification ethnique de la population de ces villes qui virent affluer des Arabes, des Africains venus du Nord et, plus encore, des esclaves. L'accroissement du nombre des esclaves dans les plantations et des esclaves domestiques, ainsi que la généralisation concomitante de la pratique du concubinage favorisèrent l'interaction et l'intégration ethniques et culturelles afro-arabes et afro-swahili, y compris au sein de l'aristocratie dirigeante et même au palais du sultan. La plupart des épouses de Saïd étaient africaines, et ses enfants parlaient kiswahili plutôt qu'arabe. Tous les sultans qui succédèrent à Saïd au cours du XIX^e siècle naquirent d'une esclave. Comme devaient l'observer de nombreux visiteurs étrangers, la préservation de l'identité arabe devint dès lors plus malaisée.

Avec le temps, de sensibles différences culturelles apparurent entre l'Omanais ou l'Arabe yéménite « pur » et son homologue sédentaire, swahilisé ou africanisé, des villes swahili. Les premiers furent désignés sous le nom de *Mmanga* ou *M-Shihiri*. La mise en place de la suzeraineté des Busaïdi et l'afflux de nouveaux groupes venus du Nord et du Yémen contribuèrent à faire éclater les anciennes stratifications sociales, par exemple à Lamu, et favorisèrent l'émergence de nouvelles structures²². Vers 1850, sur les 150 000 habitants que comptait Zanzibar, quelque 60 000 étaient des esclaves²³. Les Mazrui, chassés de Mombasa en 1837, s'établirent à Gasi, au sud de leur ancienne place forte, et à Takaungu, au nord, et nouèrent des relations étroites respectivement avec les Digo et les Giriama. Beaucoup furent initiés dans le clan des anciens, chez les Giriama. Ngonyo devint l'allié d'un grand nombre d'entre eux. Les esclaves étaient importés de Zanzibar et du Mrima. Les Mazrui firent de Gasi et de Takaungu leurs nouvelles bases politico-économiques, en s'alliant aux Digo et aux Giriama pour parvenir à cet objectif.

Des changements se produisirent parallèlement dans l'arrière-pays, où de nombreux groupes connurent un phénomène de « changement d'échelle » du fait de leurs contacts avec le commerce caravanier et de leur participation à ce commerce. Ils se mirent à imiter ou à adopter la culture des régions côtières. Ainsi, le port de la tunique swahili, *kanzu*, se développa jusqu'au Buganda; le chef yao Mataka, déjà mentionné, était fier de ses efforts pour transformer sa région selon le modèle côtier. Il rebâtit sa capitale dans le style

21. T. Spear, 1981, p. 131.

22. Voir A. el-Zein, 1974, et A. H. Prins, 1971.

23. J. Iliffe, 1979, p. 42.

de la côte en l'ornant de manguiers²⁴. D'autres dirigeants africains devaient l'imiter par la suite, tels le fils de Kimwari, Semboja; le chef des Mazinde, qui s'habillait à l'arabe et prisait la cuisine swahili; le chef haya, le *rumanyika* de Karagwe, dont le palais était décoré d'objets de luxe apportés de la côte par les caravanes, et notamment d'oiseaux empaillés, de miroirs et de pendules.

Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'islam commença à s'implanter dans l'hinterland. Non seulement il faisait des adeptes parmi les familles dirigeantes, mais aussi, pour la première fois, il commençait à pénétrer dans les zones rurales. Tout près de la côte, c'est chez les Digo et les Segeju qu'il rencontra le meilleur accueil. Parmi les autres groupes miji kenda, il ne devait pas exercer d'influence sensible avant le dernier quart du siècle. Il se propagea chez les Baganda peu après l'arrivée du négociant missionnaire arabe Ahmad ibn Ibrāhīm, en 1844²⁵. Lorsque les missionnaires chrétiens arrivèrent au Buganda, dans les années 1870, le *kabaka* Mutesa observait déjà des rites islamiques tels que le jeûne, et de nombreuses mosquées avaient déjà été construites. À cette époque également, l'influence de l'islam se faisait sentir, quoique à une échelle plus modeste, à Bonde, à Uzigua et sur le plateau Makonde.

Une fois accepté, l'islam tendait à prendre une forme syncrétique. Par ailleurs, certaines sociétés introduisaient des éléments islamiques dans leur religion traditionnelle, ou incorporaient des pratiques, des personnages et des esprits de la côte dans leurs rites religieux. Ainsi, certains esprits kamba avaient des noms swahili; le nom du sultan de Zanzibar, Barghash, était mentionné dans les rites sukuma²⁶.

Le kiswahili se répandit davantage que l'islam dans l'arrière-pays, en particulier au Tanganyika. Vers les années 1850, Richard Burton constatait qu'il était largement parlé par les Sagara et les Gogo, et que, dans la quasi-totalité des ethnies de l'intérieur, il se trouvait des personnes capables de le parler²⁷.

En sus de cette influence culturelle de la côte sur l'hinterland — qui garda cependant un caractère limité au cours de la première moitié du XIX^e siècle —, il y avait également des phénomènes d'interaction culturelle entre les groupes de l'hinterland. Par ailleurs, il convient de noter que certains de ces groupes, en particulier ceux qui étaient éloignés des routes caravaniers, opposaient une grande résistance aux négociants de la côte et à leur culture. En fait, d'importantes mutations survinrent dans l'hinterland indépendamment du commerce caravanier ou n'ayant que très peu de rapport avec celui-ci. De nombreuses sociétés de l'intérieur ne considéraient pas le commerce avec la côte comme nécessaire à leur vie économique.

Ainsi, pendant la première moitié du XIX^e siècle, les Kikuyu poursuivirent leur expansion dans la région fertile et boisée des hauts plateaux centraux du Kenya actuel. L'abondance de nourriture fit croître la population et

24. *Ibid.*, p. 78.

25. Voir A. Oded, 1974, et A. B. Kasozi, 1974.

26. J. Iliffe, 1979, p. 79.

27. *Ibid.*, p. 79.

favorisa le troc des produits excédentaires avec les peuples voisins tels que les Kamba. Les mêmes relations existaient, jusqu'à un certain point, avec les Masai qui contribuèrent à confiner les Kikuyu dans les zones forestières, qu'ils défrichèrent progressivement pour répondre aux besoins en espace et en nourriture de leur population en expansion. Les Kikuyu, comme les Kamba, n'avaient pas de système politique centralisé. Les familles installées sur les différentes zones de collines, et placées sous l'autorité d'un chef, étaient généralement indépendantes les unes des autres; il y avait cependant des relations entre plusieurs groupes; et certains chefs tentèrent d'imposer par la force leur autorité à d'autres groupes. Les activités commerciales des Kikuyu restèrent plus localisées et n'atteignirent jamais la côte. Même lorsque les caravanes swahili-arabes pénétrèrent dans l'intérieur, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, les Kikuyu ne cherchèrent nullement à établir avec elles des liens commerciaux importants.

En 1800, la puissance légendaire des Masai s'était considérablement affaiblie. Ce groupe de Nilotes de la plaine était parvenu aux limites de son expansion. Il s'était aussi divisé en deux, entre les pasteurs qui occupaient les plaines de la Rift Valley s'étendant entre le centre du Tanganyika et celui du Kenya, et un plus petit nombre d'agriculteurs, les Iloikop ou Kwavi, qui habitaient la zone séparant le mont Kilimandjaro des hauts plateaux du Kenya. L'histoire des Masai au cours de la période étudiée est dominée par la lutte que se livrèrent ces deux groupes, d'une part, et les guerres civiles provoquées par plusieurs *laibon* qui cherchaient à s'emparer du pouvoir, d'autre part.

Ces conflits aboutirent à la dispersion des Masai dans l'arrière-pays, ce qui contribua beaucoup à empêcher les commerçants arabes et swahili de pénétrer plus tôt à l'intérieur des terres. Des incursions de Kwavi eurent lieu aux environs de Mombasa. En 1837, une escarmouche entre les Kwavi et un groupe arabo-swahili eut lieu en dehors de la ville, au cours de laquelle ces derniers subirent de lourdes pertes. Des auteurs de l'époque, comme le missionnaire J. L. Krapf, font état de la menace continue que les Kwavi représentaient pour les Miji Kenda, ce qui explique la nature défensive du système des *kaya*.

À l'ouest de la Rift Valley, des peuples vinrent s'installer dans la région des Grands Lacs. Il s'agissait de groupes bantu, comme les Luyia, les Baganda, les Basoga, etc., et nilotiques, comme les Luo, les Acholi et autres. La première moitié du XIX^e siècle apparaît comme une période de déplacements, d'établissements et de mouvements incessants de peuples dans cette région, ainsi que celle de la cristallisation de divers systèmes politiques au sein de différents groupes à qui ils conféraient une identité propre. C'est, par exemple, le cas du Buganda qui se dota d'un système de gouvernement centralisé, dirigé par un chef (le *kabaka*) arborant les insignes de ses fonctions — tambour, tabourets et lances — et son collège de conseillers, le *lukiko*. Au XIX^e siècle, le Buganda, dominé jusque-là par le royaume de Bunyoro, affirma sa puissance et son expansionnisme.

En revanche, les groupes de langue bantu vivant sur les rives orientales du lac Victoria ne se donnèrent pas de gouvernement centralisé (sauf le

royaume de Wanga). Chaque clan constituait sa propre entité politique et sociale. Les anciens nommaient parmi eux le sage chargé de l'administration des affaires, auquel il conférait le titre d'*omwami*, *omukali* ou *omukasa*²⁸. Le royaume de Wanga, qui au XIX^e siècle avait déjà un roi rituel, le *nabongo*, n'était à l'origine qu'une modeste chefferie. On attribue l'expansion de cet État à l'habileté de ses dirigeants, qui lui permit de prendre nettement l'avantage sur ses voisins puis, avec le temps, de les dominer dans une très large mesure. Le royaume devait établir des relations avec les marchands de la côte lorsque ceux-ci pénétrèrent plus profondément à l'intérieur des terres dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le *nabongo* Mumia espérait se servir d'eux pour revigorer son royaume déclinant, en échange de l'octroi d'une base commerciale.

Au cours de la première moitié du XIX^e siècle se produisit également un événement historique important : l'invasion du Tanganyika intérieur par les Nguni, qui entraîna de profondes répercussions politiques. Cette invasion, tout comme le commerce caravanier, devait exercer des effets à la fois positifs et négatifs sur les sociétés de l'intérieur. Sur le plan politique, ces deux processus favorisèrent la formation d'États ou leur consolidation dans certaines régions, leur désintégration dans d'autres. Mais tous ces phénomènes survinrent au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire après la période examinée ici.

Le commerce international des Omanais

L'étude a montré que les sociétés de l'intérieur réagirent de façon très diverse aux contacts avec le commerce caravanier, de même que les conséquences sociales, politiques et économiques de ces contacts sur ces sociétés furent très variées. D'une manière générale, l'hinterland fut beaucoup plus influencé par la côte au Tanganyika qu'au Kenya, pendant la période étudiée.

Il convient maintenant d'évoquer plusieurs développements importants que connut la côte au cours de cette période. Saïd ibn Sultan prit une décision importante et d'une très grande portée sur le plan économique : celle d'encourager les Indiens à commercer et à s'établir dans la région. Les relations commerciales entre l'Asie et la côte est-africaine étaient antérieures au XIX^e siècle, mais la présence asiatique n'était guère visible à Zanzibar ou sur le littoral du continent. Saïd, qui appréciait le sens des affaires des Asiatiques et leur compétence dans ce domaine, estima qu'ils pourraient contribuer utilement au développement commercial et à la mise en valeur de son empire. En 1804, le recouvrement des droits de douane à Zanzibar fut affermé à un marchand asiatique. En 1811, un nombre appréciable d'Indiens s'étaient établis dans la capitale et, à partir de ce moment-là, ils commencèrent à jouer un rôle important — bientôt prépondérant — en tant qu'agents

28. G. S. Were, 1968, p. 195.

des douanes, courtiers, financiers, prêteurs et grossistes. Si l'installation d'un nombre croissant d'Asiatiques à Zanzibar et, très vite, dans certaines villes du continent ne leur donna aucune influence politique, elle leur assura une position économique prépondérante et inégale. Jairam Sewji, par exemple, s'enrichit considérablement entre 1834 et 1853, période pendant laquelle le recouvrement des droits de douane lui fut affermé, tout comme Taria Topan après lui. Bien que leurs propres revenus se soient accrus à mesure qu'augmentaient les droits de douane, les sultans de Zanzibar demeurèrent constamment endettés vis-à-vis des Asiatiques chargés du recouvrement. Par ailleurs, les capitaux et les marchandises des Asiatiques devinrent indispensables aux caravaniers arabes et swahili. Inévitablement, les intermédiaires et les financiers asiatiques s'approprièrent une part beaucoup plus considérable des profits du commerce caravanier.

Une autre initiative de Saïd digne d'être mentionnée, qui constitue un jalon dans l'histoire économique de la région, est l'introduction à Zanzibar de la culture du giroffier, qui permit à l'île de dominer presque entièrement, vers 1850, le marché international des clous de girofle²⁹. Cela marqua le début de l'économie de plantation qui devait compléter le commerce des marchandises transportées, par bateaux et par caravanes, par les peuples de la côte. Saïd avait remarqué très tôt la fertilité du littoral et, en particulier, celle de la terre de Zanzibar; c'est d'ailleurs l'une des raisons du transfert de sa capitale dans l'île. Avant la culture des giroffiers, le seul produit qu'elle exportait était la noix de coco, tandis que pour Pemba c'était traditionnellement le riz. Les premières pousses de giroffiers furent apportées de la Réunion par un Arabe omanais, Sâleh ibn Haramil al-Abry, qui les aurait, dit-on, soit plantées, soit offertes au sultan. C'est Saïd qui développa la culture de ce produit et en devint initialement le principal exportateur. Avec quelque quarante-cinq plantations entretenues par de la main-d'œuvre servile, il produisit les deux tiers des 8 000 frasilas (une frasila correspond environ à 16 kilos) exportées de Zanzibar en 1840. Bombay, grand consommateur de clous de girofle, en importa de cette île pour 29 000 dollars en 1837-1838. « Cinq ans plus tard, les importations en provenance de Zanzibar atteignaient le chiffre de 97 000 dollars et distançaient celles de tous les autres pays³⁰. »

Au cours des dix dernières années étudiées (1835-1845), les Arabes omanais de Zanzibar développèrent la culture du girofle au point d'en négliger celle des autres produits, comme la noix de coco et le riz. Certains anciens marchands caravaniers se mirent à cultiver le girofle, si bien que, aux alentours des années 1840, les grandes familles omanaises de Zanzibar et de Pemba s'adonnaient toutes à cette culture. L'industrie du girofle représenta un puissant stimulant pour la traite des esclaves, car elle avait besoin d'une main-d'œuvre abondante au cours de la saison de la pousse et de la récolte,

29. Aucun document sur l'histoire de Zanzibar ne peut omettre de mentionner la production des clous de girofle. Celui de F. Cooper (1977) offre une bonne étude de cette culture à Zanzibar et à Pemba.

30. F. Cooper, 1977, p. 51.

ainsi que pour l'acquisition de terres, qui se faisait par plusieurs moyens : occupation des terres inoccupées dans les deux îles ; versement d'un fermage symbolique aux populations locales ; achat et, à mesure qu'une plus grande rentabilité était escomptée, expropriation. C'est de cette façon que les Arabes omanais acquirent leurs plantations de giroffiers dans le nord et l'ouest de Zanzibar, tandis que ses habitants wahadimu en étaient réduits à l'agriculture de subsistance et à de petites cultures de rapport dans les parties sud et est de l'île³¹. À Pemba, en revanche, leurs plantations se trouvaient au milieu des exploitations des habitants wapemba qui cultivaient, eux aussi, le girofle, mais à une moindre échelle. De meilleures relations s'établirent entre les deux groupes à Pemba, car les arrangements en vigueur étaient de nature à limiter les conflits fonciers.

Les traités commerciaux signés par Saïd avec les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne, la France et des États allemands contribuèrent largement à favoriser l'essor de l'« empire » commercial de Zanzibar en Afrique orientale. En particulier, les relations avec les États-Unis stimulèrent notablement cette expansion. Le traité signé en 1833, alors que Saïd était occupé par ses plans de développement économique de l'île, lui fournit le marché dont il avait besoin. Les Américains bénéficiaient de conditions très favorables : droit de 5 % sur les marchandises américaines importées en Afrique orientale et franchise sur les marchandises que les Américains y achetaient. Après la signature du traité, les mouvements de navires américains dans les eaux est-africaines augmentèrent sensiblement. Ils emportaient des marchandises telles que l'ivoire, le copal et, lorsque leur culture se développa, de grandes quantités de clous de girofle, et apportaient à Zanzibar du sucre, des perles, des articles en cuivre, des fusils, de la poudre et des cotonnades qui devinrent célèbres en Afrique orientale sous le nom de « *merekani* » [américaines]. Le montant des ventes américaines passa de 100 000 dollars en 1838 à 550 000 à la mort de Saïd en 1856, les cotonnades enregistrant la plus forte progression³².

Supplantant la Grande-Bretagne, les États-Unis devinrent la première puissance commerciale occidentale dans les eaux d'Afrique orientale. C'est précisément cette crainte d'être évincés par les Américains qui incita les Britanniques à signer un traité analogue avec Saïd, en 1839. Malgré cela, les intérêts commerciaux britanniques — si l'on excepte ceux des sujets britanniques asiatiques — et la part de la Grande-Bretagne dans le commerce de l'Afrique orientale déclinèrent au cours de la période étudiée. En dépit de ses réserves initiales, Saïd signa un traité avec les Français en 1844. Les Britanniques avaient avivé la méfiance de Saïd quant aux visées françaises. Après l'établissement d'un consulat français à Zanzibar en 1844, la rivalité franco-britannique continua par intermittence, de sorte que Saïd dut déployer des trésors de sagacité pour préserver une position neutre ou

31. *Ibid.*, p. 58, qui ajoute « cette injuste répartition ethnique des terres est à l'origine de bien des tensions qui se produisirent au cours du XIX^e siècle ».

32. C. S. Nicholls, 1971, p. 332.

exploiter cette rivalité à son profit. Cependant, son besoin du soutien militaire des Britanniques à Oman contribua à accroître le rôle politique de ces derniers. Ainsi, Atkins Hamerton, le consul britannique, en vint à exercer une influence non négligeable, et même parfois un certain pouvoir sur le sultan-*imām* des Busa'idi. Après s'être entretenu avec Hamerton en 1851, le consul américain Ward notait même que les Britanniques envisageaient de prendre le contrôle de la côte est-africaine dans un très proche avenir. Pour les Britanniques, cette influence politique compensait largement leur déclin commercial en Afrique orientale³³.

Ce fut Hamerton qui en 1845, après deux années de négociations, persuada Sa'ïd de signer un traité interdisant l'exportation des esclaves en dehors des territoires est-africains contrôlés par le sultan. Le développement des plantations de girofiers et l'exportation des esclaves avaient entraîné une intensification de la traite en Afrique orientale. Les estimations du trafic de « cargaisons humaines » transportées au cours du XIX^e siècle n'ont jamais été très fiables. Les spécialistes ont eu, par la suite, tendance à considérer comme exagérés les chiffres avancés à l'époque par les visiteurs, officiers de marine, missionnaires et explorateurs européens, mais leurs propres estimations sont divergentes. E. A. Alpers³⁴ conteste le chiffre de 20 000 esclaves par an avancé par C. S. Nicholls. Il indique qu'A. M. H. Sheriff³⁵ est au-dessous de la vérité lorsqu'il fournit le chiffre de 2 500 esclaves par an au cours des années 1830 (chiffre fondé sur le nombre des esclaves importés par Mascate, Kharaq et Basra), car il sous-estime l'importance des esclaves domestiques en ne tenant compte que de ceux qui travaillaient dans les plantations de palmiers dattiers du golfe Persique. Pour sa part, F. Cooper ne donne aucun chiffre. Il se contente de noter que l'exportation d'esclaves de Zanzibar vers le Golfe était une activité très lucrative pendant la première moitié du XIX^e siècle. De toute évidence, l'accord conclu par Hamerton ne concourut guère à réduire la demande locale et extérieure d'esclaves.

Au total, on peut dire que Sa'ïd a pris une série d'initiatives économiques et commerciales qui ont contribué non seulement à faire de Zanzibar l'un des comptoirs les plus importants de la côte est-africaine — Zanzibar importait des produits manufacturés d'Inde, d'Europe et des États-Unis d'Amérique, et exportait des clous de girofle, de l'ivoire, des esclaves, des cornes de rhinocéros, du copal et d'autres produits —, mais aussi à faire entrer l'économie de l'Afrique de l'Est dans la mouvance du système capitaliste occidental; cela permit d'enrichir les négociants asiatiques, européens et américains au détriment des sociétés autochtones, entraînant ainsi leur sous-développement.

Dans ce système capitaliste marchand, l'exploitation des ressources humaines et matérielles des sociétés est-africaines revêtait la forme d'un

33. *Ibid.*, p. 187.

34. F. Cooper, 1977, p. 43; E. A. Alpers, 1973, p. 185-193.

35. A. M. H. Sheriff, 1971.

échange inégal qui s'établit durablement entre, d'une part, les marchands étrangers parasites installés à Zanzibar et, d'autre part, les peuples de la côte et de l'intérieur.

Les profits très substantiels ainsi réalisés étaient transférés en Europe, en Amérique et en Inde, et n'étaient pratiquement jamais investis dans le développement matériel ou technique de l'Afrique orientale. Les articles importés, qui étaient échangés contre des produits est-africains tels que l'ivoire, étaient des articles de consommation peu coûteux qui ne pouvaient servir à la formation de capital. L'importation de certains de ces articles nuisait aux industries locales : l'industrie textile de Lamu et des ports du Benadir fut durement touchée par l'importation de cotonnades asiatiques tout d'abord, puis de cotonnades américaines.

Par ailleurs, l'exportation d'esclaves, les luttes entre les groupes et les incursions qui les accompagnaient réduisirent les ressources en main-d'œuvre dans l'intérieur du Tanganyika, contribuant à aggraver le sous-développement de la région³⁶ et à l'« entraîner inéluctablement vers une impasse »³⁷.

Conclusion

Au cours de la période étudiée (1800-1845), la région côtière et l'hinterland de l'Afrique orientale se composaient de cités-États et de sociétés de l'intérieur, pratiquement indépendantes les unes des autres sur le plan politique, qui faisaient du commerce régional et local et même, dans le cas des populations de la côte, du commerce transocéanique.

Lorsque les Busa'idi imposèrent leur domination, la plupart des villes côtières prêtèrent formellement allégeance à Zanzibar; mais, en fait, les chefs locaux conservèrent un réel pouvoir. Cette période vit se développer le commerce caravanier de longue distance, sous l'impulsion de groupes africains de l'intérieur, tels que les Yao et les Nyamwezi. Cependant, l'essor de la demande d'esclaves, d'ivoire et d'autres produits incita fortement les caravanes arabes et swahili à pousser vers l'intérieur.

Le commerce caravanier devait avoir des incidences sociales, économiques et culturelles sur de nombreuses sociétés de l'intérieur, encore que certaines se maintinrent totalement à l'écart. L'islam et, bien plus encore, le kiswahili se répandirent dans l'intérieur. Les missionnaires chrétiens ne vinrent qu'après 1845. Par ailleurs, indépendamment du commerce caravanier, d'autres événements importants survinrent dans l'arrière-pays, en particulier l'invasion des Nguni, qui devait avoir de grandes conséquences, contribuant notamment à former certains États et à en désintégrer d'autres.

Enfin, la création et l'essor de l'empire commercial de Zanzibar conduisirent à un échange très inégal entre les représentants du capitalisme oriental

36. Il existe un grand nombre de travaux sur cette question; voir, par exemple, W. Rodney, 1972; J. Iliffe, 1979, p.66-77; R. Gray et D. Birmingham (dir. publ), 1970; B. Swai, 1984; A. M. H. Sheriff, 1974 et T. Spear, 1981.

37. Citation par J. Iliffe (1979) de A. D. Roberts, 1970*b*.

et occidental — les marchands asiatiques, européens et américains — et les populations autochtones de la côte et de l'intérieur, le premier groupe tirant des profits disproportionnés du commerce international qu'il animait, développait et contrôlait. Ce phénomène conduisit à son tour au sous-développement de l'Afrique orientale.